

Réponses apportées au commissaire enquêteur pour la carte communale de Magny-Saint-Médard

- M. et Mme PETITOT jean, M. PETITOT Lionel, M. et Mme CHARTENET Gérard :

La commune ne souhaite pas classer en secteur constructible la zone de "Prés des Puits".

En effet, les parcelles concernées sont localisées à l'entrée Est du village, en rive gauche de la rivière. La commune, dans un souci d'économie de l'espace et de préservation du paysage, a décidé de ne pas étendre, de façon linéaire, l'urbanisation le long de la RD 970. La rivière constitue ainsi la limite ultime de l'urbanisation à ne pas dépasser.

Le secteur "Au Chemin de Savolles" est très peu urbanisé. Les parcelles concernées sont classées en secteur non constructible (ce qui n'interdit pas les aménagements, extensions et annexes des constructions existantes). Le développement de l'habitat à cette entrée de village, soumise à la vue, serait néfaste pour le paysage urbain.

- M. LAFFOREST Jean-Noël :

La parcelle 228 est située hors du village, à son extrémité Sud. Dans le parti d'aménagement global retenu pour l'élaboration de la carte communale, les élus, conformément aux principes des lois Urbanisme et Habitat, Solidarité et Renouvellement Urbain, on décidé de ne pas étendre linéairement l'urbanisation le long des voies de communication. Les élus ont décidé de combler les dents creuses dans l'urbanisation actuelle.

En conséquence, la parcelle 228 reste classé non constructible.

- Mlle LAFFOREST Florence :

Le Conseil Municipal précise que si la construction est classée en secteur non constructible, les extensions, modifications, créations d'ouvertures, annexes accolées, clôtures, sont autorisées.

Sont interdites les annexes non accolées à la construction principale.

- M. MARTIN Arnault :

La vente d'une bande de terrain est à négocier entre propriétaires.

● M. CORNOT Xavier :

Le dimensionnement de la carte communale est compatible avec la capacité des équipements publics existants.

Les secteurs à risques ont été exclus du secteur constructible.

● Mme CORNOT :

La carte communale ne modifie pas les accès existants.

Si l'accès à la parcelle concernée s'effectue par passage sur une autre parcelle appartenant à un tiers, et si une servitude de passage a été établie, celle-ci continuera à s'appliquer.

S'il n'existe pas de servitude de passage, le propriétaire de la parcelle classée en secteur constructible peut y édifier une construction. L'accès à la seconde parcelle doit alors s'effectuer par un autre cheminement (ce qui est a priori possible par l'arrière).

La commune n'a pas pour vocation de drainer les parcelles privées.